

Convention collective

IDCC : **9401** | **EXPLOITATIONS AGRICOLES**
(Landes)

(13 janvier 2015)

(Étendue par arrêté du 27 février 2017,
Journal officiel du 9 mars 2017)

Avenant n° 2 du 23 juin 2020

NOR : AGRS2097141M

IDCC : 9401

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles FDSEA des Landes ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires des Landes,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat général agro-alimentaire – Confédération française démocratique du travail SGA CFDT des Landes ;

UD FO des Landes ;

Syndicat national des cadres d'exploitation agricole SNCEA CFE-CGC ;

Syndicat CFTC-Agri,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe « Salaires » visée à l'article 37 de la convention collective du travail du 13 janvier 2015 est modifiée ainsi qu'il suit :

« À compter du 1^{er} juin 2020, les salaires horaires du personnel d'exécution sont fixés comme suit, hors accord d'entreprise plus favorable :

Coefficient	Salaire horaire (en euros)
110	10,15
120	10,23
210	10,31
220	10,37

Coefficient	Salaire horaire (en euros)
310	10,51
320	10,69
410	10,97
420	11,65

À compter du 1^{er} juin 2020, le salaire horaire des techniciens et agents de maîtrise se définit de la façon suivante :

Niveau	Emploi	Échelon	Coefficient	Salaire horaire (en euros)
I	Techniciens	1	200	12,33
	Agents de maîtrise	2	225	12,89
II	Techniciens	1	250	13,58
	Agents de maîtrise	2	275	14,13

Article 2

La rémunération des cadres de la convention collective du travail du 13 janvier 2015 est modifiée ainsi qu'il suit :

« À compter du 1^{er} juin 2020, le salaire horaire d'encadrement se définit de la façon suivante :

Niveau	Emploi	Coefficient	Salaire horaire (en euros)
I	Cadres	300	16,67
II	Cadres	400	18,91

Article 3

Dans la mesure où la présente convention a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et qu'ainsi ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-19 du code du travail.

Article 4

Les partenaires sociaux manquent de données d'état des lieux sur l'égalité de traitement des rémunérations entre les femmes et les hommes.

Ils demandent aux organismes *ad hoc* les données en matière d'écart de rémunération.

Article 5

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} juin 2020.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine.

Fait à Mont-de-Marsan, le 23 juin 2020.

(Suivent les signatures.)